

Les craintes de l'économie suisse face à une possible élection de Marine Le Pen

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE. Une élection de Marine Le Pen n'est pas bien vue par les milieux économiques suisses, qui redoutent notamment des effets négatifs sur les relations avec l'UE.

Matteo Ianni

Le second tour de l'élection présidentielle française 2022 aura lieu le 24 avril prochain. Si l'affiche est la même qu'en 2017, opposant Emmanuel Macron et Marine Le Pen, l'issue semble nettement plus incertaine. Les deux candidats se confronteront ce mercredi soir lors du débat présidentiel. En Suisse, l'élection française retient aussi toute l'attention. Et pour cause: la France représentait le sixième débouché pour le commerce helvétique en 2021. Et le troisième employeur étranger, derrière l'Allemagne et les Etats-Unis. Alors qu'une élection de la candidate du Rassemblement national (RN) pourrait être perçue comme «un trem-

blement de terre politique» selon certains médias, quels impacts ce résultat aurait-il pour l'économie suisse et romande?

■ Risque 1: effets négatifs pour le dossier suisse avec l'Union européenne

Même si Marine Le Pen a peu évoqué les questions européennes dans sa campagne, des propositions interrogent, comme le retour des contrôles des biens aux frontières nationales ou la fin de la primauté du droit européen sur le droit français, car ces éléments sont inhérents au mode de fonctionnement de l'Union européenne (UE). «D'ailleurs si elle est élue, Marine Le Pen commencera par retirer le drapeau euro-

péen du fronton de tous les bâtiments officiels du pays. Le symbole est on ne peut plus clair», souligne Marco Taddei, directeur romand de l'Union patronale suisse (UPS).

A l'image du Brexit en 2016, une élection de la candidate du RN en France deviendrait la principale inquiétude au sein de l'UE, poursuit le membre de la direction de l'UPS. «Par effets collatéraux, ce résultat aurait alors des effets indirects négatifs sur le dossier helvétique avec l'UE. La question serait mise de côté encore davantage», avertit-il. Et de rappeler que les intérêts communs sont multiples et de taille, en particulier pour la Suisse «qui a accès au marché unique de 500 millions de personnes».

■ Risque 2: une dose d'incertitude pour les entreprises

Une prise de pouvoir de Marine Le Pen ne serait pas l'option désirée par les sociétés romandes. «Les entrepreneurs ont besoin de stabilité, de confiance et d'un climat serein des affaires qui assure une prévisibilité. Or, avec Le Pen, il y aurait une dose d'incertitude supplémentaire qui viendrait se greffer au contexte géopolitique fragile actuel», avance Vincent Subilia.

Pour le directeur de la Chambre de commerce de Genève (CCIG), une France «qui se replie sur elle-même en faisant du franco-français», comme proposée par la candidate du RN, ne serait pas souhaitable pour une économie

exportatrice comme la Suisse, dont l'Hexagone fait partie des principaux partenaires commerciaux.

A Neuchâtel, autre canton frontalier, les entreprises penchent aussi pour la stabilité. «Le statu quo semble convenir aux entreprises et est largement préférable à l'incertitude qui pourrait découler d'une élection de Marine Le Pen», relève Florian Nemeti, directeur de la Chambre neuchâteloise du commerce et d'industrie. Il ajoute aussi que l'élection de la candidate RN pourrait freiner à l'avenir les investissements et l'implantation d'entreprises françaises dans les régions frontalières.

■ Risque 3: la fin des télétravailleurs frontaliers

Des accords exceptionnels et provisoires, conclus durant la pandémie de Covid-19 par les autorités suisses et françaises, ont permis le développement du télétravail des frontaliers sans conséquence en matière fiscale ou d'assurances sociales. Ce régime dérogatoire temporaire touche à sa fin, un accord à l'amiable ayant été prolongé une nouvelle fois, cette fois-ci jusqu'au 30 juin. Qu'en sera-t-il pour les quelque 180.000 résidents français employés sur sol suisse? «On peut imaginer que dans une logique de confrontation plus que de coopération avec la candidate Le Pen au profil plus protectionniste, cela pourrait avoir des incidences sur ce type de problématique», estime Vincent Subilia. ■